

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 04 avril à 18 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 29 mars 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN (à partir de 18h20), M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, Mme CHEMINI, MM. MAUPOIX (à partir de 18h50), TRIOLET (à partir de 18h15), Mme MUNSTER (jusqu'à 20h25), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN (jusqu'à 20h25).

Absents excusés : M. TESTA, Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h05) ;
- ✓ M. TESTA donne pouvoir à M. MOUTON
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. GONTHIER (jusqu'à 18h50) ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. DUCHÊNE (à partir de 20h25) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h15) ;
- ✓ M. MIRGODIN donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 20h25).

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard TINDILLIÈRE.

- N°25 -

LECTURE PUBLIQUE

OUVRAGES SORTIS DES COLLECTIONS FIXATION DES PRIX DE VENTE

Rapporteur : Madame Alexandra JACQUEMOT

Le « désherbage » est l'opération qui consiste à retirer du fonds de la bibliothèque un certain nombre de documents qui ne peuvent plus être présentés aux publics, et dont la conservation ne présente aucun intérêt.

Afin de rester attractives et répondre aux besoins de la population, les médiathèques font ainsi un tri régulier, en fonction des critères suivants :

- l'état physique du document, la présentation, l'esthétique ;
- le nombre d'exemplaires ;
- la date d'édition (dépôt légal supérieur à 15 années) ;
- le nombre d'années écoulées sans prêt ;
- la valeur littéraire ou documentaire ;
- la qualité des informations (contenu périmé, obsolète) ;
- l'existence ou non de documents de substitution.

Les ouvrages ainsi retirés des collections peuvent ensuite être cédés gratuitement à des institutions, à des associations, ou encore être vendus. Si ils ne trouvent aucune destination, ils peuvent alors être détruits ou valorisés comme papier à recycler.

Pour les ventes à effectuer, il appartient au conseil municipal d'en déterminer le prix.

Pour les documents qui demeureraient invendus, il est proposé qu'ils puissent faire l'objet de dépôts auprès des structures qui conventionneront avec la Ville à cet effet, permettant ainsi de multiplier les points d'entrée à la lecture sur le territoire.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission des finances,

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ fixer le prix de vente des ouvrages de la manière suivante :

- 1,00 € l'unité, pour tout document appartenant à l'une des catégories suivantes : livres, audio-livres, livres tissus ;
- 1,00 € le lot de 10, pour tout document appartenant à l'une des catégories suivantes : magazines et périodiques ;
- 3,00 € l'unité, pour tout document appartenant à l'une des catégories suivantes : dvd et documents vidéo ;
- 5,00 € l'unité, pour tout documents appartenant à l'une des catégories suivantes : jeux et jeux de société ;

2°/ dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget 2024 et suivants ;

3°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et intervenir avec les entités qui prendrait en dépôt les ouvrages retirés des collections et invendus, leurs avenants éventuels et plus généralement tout document se rapportant à cette affaire.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance
Gérard TINDILLIÈRE



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 16 AVR. 2024
et de la publication le
ou de la notification du 16 AVR. 2024



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal
Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication
ou de sa notification.